

## Les formations en Afrique : les métamorphoses de la dépendance

Analyse de l'atelier par Sophia Mappa  
Novembre - Décembre 2003

### Introduction

Le texte qui suit est une **analyse des questionnements majeurs qui ont émergé lors de l'atelier de travail organisé par le Forum de Delphes à Ouagadougou, du 27 au 28 octobre 2003.** Cet atelier a réuni les institutions européennes engagées dans le projet « Cultures et formations »<sup>1</sup> ainsi que les ONG burkinabés qui ont manifesté l'intérêt de participer à ce projet<sup>2</sup>. Son objectif était d'une part, de discuter la pertinence des objectifs et des actions prévues par le projet « Cultures et formations », et d'autre part, de réfléchir sur deux questions de fond : l'incidence de la culture sur les formations dispensées en Afrique et le financement de ces formations. Nous avons introduit ces questions à l'atelier avec cinq textes<sup>3</sup> élaborés à partir de l'analyse des entretiens réalisés en Afrique, de la consultation d'une partie de la documentation au sujet de la culture et de l'apprentissage ainsi qu'à partir de l'expérience de certaines ONG européennes et africaines dans ce domaine<sup>4</sup>.

L'objectif de ce texte n'est pas de restituer l'atelier, mais d'en questionner les problématiques développées d'une manière critique qui n'engage que son auteur. Nous l'avons élaboré à partir des débats enregistrés de l'atelier et l'avons divisé en trois points. Dans le premier, nous avons essayé de situer les formations dans le contexte global des rapports entre l'Occident et le Sud, en l'occurrence l'Afrique. Dans le deuxième, nous analysons le financement des formations comme révélateur de ces rapports et le troisième est focalisé sur les rapports entre la culture et les formations.

### **1. Les formations : un miroir des rapports Nord-Sud.**

Lors de l'atelier, les participants ont signalé plusieurs problèmes posés par les formations dispensées en Afrique : effets pervers du mode de financement, termes de référence imposés de l'extérieur, confusion des objectifs, décalage entre les besoins identifiés de l'extérieur et la demande locale, difficultés d'appropriation des formations par les acteurs locaux, communication problématique entre les bailleurs de fonds et les instigateurs locaux de formations, etc.

A notre avis, ces problèmes sont révélateurs des rapports historiquement instaurés entre l'Occident et l'Afrique et des différences culturelles entre les deux, dont les formations sont un cas de figure parmi d'autres.

Les concepts de « culture » et de « différences culturelles » ne signifient guère une catégorisation des sociétés africaines « *en tant que genre humain à part* », comme semblaient le craindre certains de nos interlocuteurs africains lors de l'atelier. Notre définition de la culture n'entraîne pas d'oppositions simplistes entre l'Occident et l'Afrique et l'évacuation consécutive de la complexité des rapports sociaux, comme l'appréhendaient d'autres.

---

<sup>1</sup> Forum de Delphes, AGEF, SYFIA, PROCOOP ainsi que le Collège coopératif et la Coopération suisse, qui ont été invités comme observateurs.

<sup>2</sup> ACE, RECIF, Bureau des artisans, ACAT, GARD, CIEFFA, ACORD, ACFED, Zod Néré, etc.

<sup>3</sup> Emilie Pratiel, « Savoirs techniques populaires et savoirs technico-scientifiques », Paris, septembre 2003, et « Milieu social et apprentissage », Paris, septembre 2003, Yves Bucas-Français, « Apprentissage et culture », Paris, septembre 2003, Sophia Mappa, « Le financement des formations au Burkina Faso » *La Lettre du Forum de Delphes* n°51, septembre/octobre 2003, disponible aussi sur le site Ficus : [www.ficus-forum.de](http://www.ficus-forum.de), « Cultures et formations : la parole aux acteurs », octobre 2003.

<sup>4</sup> AGEF, RECIF, GARD, ACAT.

Par culture, nous entendons les systèmes de représentation du monde et de valeurs, qui dominant dans telle ou telle aire socio-culturelle et informent l'ensemble du champ social et des rapports sociaux. Dans ce cadre, les rapports au savoir, au pouvoir, à l'argent, au temps, au travail, au naturel et au surnaturel, au politique, à l'économique, aux sexes, etc., sont culturels et différents d'une culture à l'autre<sup>5</sup>. De ce fait, la culture est à même d'expliquer de l'intérieur la complexité d'une société et d'éclairer l'origine des institutions et des pratiques sociales, qui sont souvent inconscientes et inquestionnables car elles « vont de soi », et relèvent de valeurs et de croyances pour lesquelles les acteurs individuels et collectifs « sont prêts à mourir »<sup>6</sup>. Pour ne citer que quelques exemples, toutes les sociétés connaissent l'économie, mais seul l'Occident a érigé l'activité économique et la création de richesses en valeur absolue et passion collective qui sont à l'origine du capitalisme. Tous les systèmes connaissent le pouvoir, mais les formes de celui-ci varient en fonction des représentations qui dominent ici et là. La recherche de la vérité et du savoir n'est pas une valeur également partagée par toutes les cultures de la planète. Il y a des sociétés qui valorisent l'occulte et le secret et pour lesquelles l'injonction de Socrate « Connais-toi toi-même » est dépourvue de sens.

Aussi, l'analyse des différences culturelles, en l'occurrence celles que l'on peut identifier entre l'Occident et l'Afrique, permet d'expliquer les systèmes familial, religieux, social, économique, et politique qui dominent dans chacune des deux aires ainsi que les rapports tissés entre elles au fil des siècles, notamment depuis les colonisations. Les formations en sont révélatrices et nous avons trouvé intéressant de nous arrêter un moment sur certaines des questions soulevées par les participants concernant les rapports Nord-Sud, mais aussi Sud-Sud.

**L'évacuation des différences culturelles**, voire même leur déni, est une question importante qui détermine, entre autres, les objectifs et les méthodes des formations. Comme dans les domaines économique et politique de la coopération<sup>7</sup>, la conviction en Occident de l'universalité de son modèle l'entraîne dans une répétition qui consiste à projeter ses valeurs et ses interrogations sur les autres sociétés, entre autres africaines. Dans le domaine des formations, l'objectif des bailleurs de fonds, tel qu'il apparaît à travers les sujets privilégiés pour financer un projet – droits de l'homme, décentralisation, genre, etc. – est le changement des mentalités et des rapports sociaux en Afrique et leur « ajustement » aux normes occidentales.

Dans cette démarche, les **réalités locales sont occultées**. C'est comme si les projets financés allaient agir dans un terrain vacant, sans acteurs, sans histoire, sans culture, sans croyances, sans idées, sans désirs. Or les rapports au pouvoir, à l'individu, à l'Etat, etc. qui étayent les droits de l'homme ou la décentralisation sont très différents en Afrique et en Occident. Etre femme à Ouagadougou n'est pas la même chose qu'être femme à Paris : le statut de la femme, ses rapports à l'homme et aux enfants, à la sexualité, à la tradition, etc., sont fort éloignés de ceux qui inspirent les théories du genre en Occident.

Ce « plaquage », qui reste largement inquestionnable en Occident mais aussi en Afrique, est indifférent aux problèmes **de communication** qu'il entraîne et sur lesquels reposent les rapports Nord-Sud. Rien que l'exemple trivial des repas organisés lors des rencontres internationales, évoqué lors de l'atelier, est significatif de ces problèmes<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> Pour des analyses plus larges, cf. C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, Paris, 1977. Nous nous permettons aussi de renvoyer le lecteur à nos écrits antérieurs dont une liste exhaustive figure sur le site du Forum de Delphes : [www.forumdedelphes.com](http://www.forumdedelphes.com)

<sup>6</sup> Les propos sont d'Edgar Morin que nous citons de mémoire.

<sup>7</sup> Cf., entre autres, les travaux du Forum de Delphes sur la démocratie et le développement, notamment, S. Mappa (dir.) *Développer par la démocratie*, Karthala, Paris, 1995.

<sup>8</sup> « Vous offrez un repas parce que vous pensez : « si je la laisse partir, je ne sais pas si elle va revenir ». Ce que vous ne savez pas, c'est que, avec le prix d'un repas, moi, je peux nourrir une famille », dit une participante africaine en s'adressant aux Européens. « Pour nous, le repas, c'est la convivialité. On est tiraillé entre deux logiques différentes », constate une Européenne.

Ces logiques différentes ne font pas l'objet d'un débat public qui viserait à une meilleure connaissance de l'Autre et à une communication plus efficace avec lui. Elles sont l'objet de discussions privées, de part et d'autre, et source de frustrations, d'attentes rarement satisfaites et d'instrumentalisations mutuelles. On fonctionne sur des malentendus. « *On croit avoir dit être d'accord sur les finalités d'une formation et ce n'est pas le cas* », constate une participante. Nous avons ici une des origines de l'échec des formations et des « partenariats » entre le Nord et le Sud qui arrivent difficilement à être effectifs.

La nécessité d'élucider les problèmes de communication est au cœur du projet « Cultures et formations ». Elle est ressentie comme telle par d'autres acteurs sociaux qui, comme A. Mauro du Collège coopératif, soulignent la possibilité d'identifier avec les bénéficiaires de formations les règles du jeu qu'on ne partage pas et trouver des compromis pour travailler ensemble. Pour nous, l'enjeu plus global est de pouvoir établir des alliances, fussent-elles limitées, sur des objectifs communs définis comme tels par des acteurs du Nord et du Sud, visant non pas le seul changement du Sud, mais aussi celui de Nord.

Dans une telle perspective, il est important d'élucider **cette redoutable relation instaurée** entre l'Occident convaincu de sa supériorité et toutes les autres sociétés de la planète qui, en dépit des discours, partagent largement cette conviction. Cela explique **l'importation indifférenciée des biens matériels et immatériels** - des produits, des normes, et même de la lecture que les sociétés ont d'elles-mêmes<sup>9</sup> - sans regard critique sur leur sens ou sur leurs effets réels. On aura mentionné, outre la difficulté locale d'avoir un regard critique sur les formations, l'importation des produits occidentaux triviaux comme les charrettes, qui sont pourtant inadaptées aux normes physiques qui ont cours en Afrique. « *Pourquoi nous avalons tout ? Nous sommes dans une logique qui veut que tout ce qui vient de l'Occident est bon. C'est grave. Même le gouvernement est animé par cette mentalité* », constate Ernestine Savanogo, coordinatrice du RECIF.

Le financement des formations de l'extérieur avec ses cohortes de problèmes<sup>10</sup> s'inscrit dans ce rapport traditionnel à sens unique dont l'aide occidentale est un aspect. Loin de favoriser la production et apporter le développement, cette dernière a renforcé la prédilection locale pour les situations d'assistance et de rente et a installé l'Afrique dans une dépendance à facettes.

**Dans ce cadre relationnel, l'initiative appartient systématiquement au Nord.** La finalité de la coopération est traditionnellement décidée par une multitude d'acteurs occidentaux – les Etats, les ONG, etc. – en l'absence des acteurs africains<sup>11</sup>. Les premiers sont mus par des intérêts variés, dans lesquels sont imbriquées des considérations d'ordre économique, géopolitique, idéologique ou encore affectif et qui changent selon la conjoncture<sup>12</sup>.

Cette relation à l'Occident ne sera pas pleinement élucidée, si l'on n'accepte pas d'analyser en Afrique les rapports sociaux internes et la valorisation de la dépendance sur laquelle ils sont fondés<sup>13</sup>.

---

<sup>9</sup> « *Par le passé, on venait expliquer aux Africains qu'ils étaient solidaires. Aujourd'hui, les chercheurs nous disent que les sociétés africaines sont traversées par des processus d'individuation, faute de parler d'individualisation* », remarque Alain Boucher de PROCOOP.

<sup>10</sup> Cf. S. Mappa, Le financement des formations, *art. cit.*

<sup>11</sup> « *La coopération fait partie des négociations Nord-Nord, auxquelles les ministres africains nous signalent qu'ils voudraient bien se faire inviter. Mais, quand il s'agit de transformer les mots en réalité, on découvre la nécessité de médiateurs avec les populations et on fait appel aux acteurs africains* », rappelle Alain Boucher.

<sup>12</sup> « *Il fut un temps, après la décolonisation, on a cru qu'on pourrait obtenir le développement, entre autres par l'éducation. Ce but politique a été abandonné. En Allemagne, on ne parle plus de combler le fossé Nord-Sud, mais d'assistance. C'est symbolique, pour satisfaire l'opinion publique. (...) Le développement ne va pas arriver par le Nord. C'est à vous, les Africains, de le faire. Nous, nous jouons avec le développement. Pour ceux qui administrent les projets, les effets ne sont pas importants. Ce qui importe, c'est le budget et les rapports (financiers)* », dit Hermann Schönmeier de l'AGEF.

<sup>13</sup> Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à nos écrits antérieurs, notamment, S. Mappa, *Pouvoirs traditionnels et pouvoirs d'Etat en Afrique*, Karthala, Paris, 1998.

Il s'agit, en effet, du primat du groupe sur l'individu et de la dépendance de ce dernier aux pouvoirs, celui de la mère nourricière, du chef du village, du chef du parti, etc. Ces pouvoirs lui accordent protection et autres avantages matériels, notamment la nourriture, **au prix de sa soumission**. Dans ce système de valeurs, et à la différence du système occidental, l'initiative individuelle (et collective) est peu appréciée.

L'être humain apprend, dès sa tendre enfance, à se confronter à l'ordre reçu par la tradition et non à la modifier ; à s'adapter à la contrainte et non à la maîtriser. Le sentiment, à plusieurs reprises exprimé, lors de l'atelier, que « *les Africains n'ont pas le choix* », et que la seule issue pour eux serait d'accepter ce qui est proposé de l'Occident, s'inscrit dans cette logique de conformité qui fait obstacle à l'initiative. En fait, toutes les sociétés de la planète sont confrontées, en partie, à des contraintes externes, qui sont de l'ordre du subi, mais elles ont aussi, toutes, la marge de choisir. Objectivement, rien n'empêche une collectivité de refuser les solutions proposées de l'extérieur, rien sauf sa difficulté de se représenter sa propre initiative. Lucienne Zoma (ACAT) a rappelé la difficulté collective en Afrique d'avoir un regard critique sur le monde extérieur (l'Occident), mais aussi sur la tradition et sur l'ordre social reçus à l'intérieur, afin de choisir ce qui devrait être changé et, au contraire, ce qui mérite d'être conservé et développé.

Il s'agit d'une difficulté qui relève de la même logique culturelle qu'est la soumission aux pouvoirs internes et externes (l'Occident) et fait obstacle à **l'émergence d'un sujet politique capable de décider par lui-même et assumer sa responsabilité**. La responsabilité est, d'une manière générale, reportée à l'extérieur de la société : à l'Etat local et surtout à l'Occident. Lors de l'atelier, certains participants ont dénoncé la responsabilité des bailleurs de fonds pour les problèmes des formations, mais ils ont évacué celle des acteurs locaux.

La difficulté d'avoir un regard critique à la fois sur l'Occident et sur soi éclaire les difficultés de communication entre le Nord et le Sud, mais aussi à l'intérieur du Sud. Les formations sont un des lieux du chacun pour soi, des actions jalouses les unes des autres sans débat commun et partage des expériences. De nombreuses personnes nous refusent l'accès à leurs matériaux de peur du plagiat.

Cela explique aussi les ambiguïtés autour du **changement posé comme projet et finalité**. On a ici une autre différence culturelle et un autre malentendu non élucidé. Les bailleurs de fonds appartiennent à une culture qui valorise le changement volontariste, finalisé et rapide. Ils exigent des objectifs clairement définis et des résultats immédiats (trois ans dans la plupart des cas). Les acteurs locaux en Afrique vivent dans une culture qui ne connaît pas cette démarche. La société, certes, change, mais cela se fait à son insu, sans que la question des décisions, des choix et des finalités collectives soit explicitement posée et, en même temps, sans remise en question des injonctions occidentales, qui sont, pourtant, irréalistes pour l'Occident lui-même.

L'idée que les Africains n'ont pas d'autre choix que de se soumettre à l'Occident explique aussi l'importation et la juxtaposition des normes occidentales à celles qui sont héritées par la tradition sans regard critique ni sur les premières, ni sur les dernières alors qu'elles sont incompatibles entre elles. Certains anthropologues ou praticiens de la coopération qualifient cette juxtaposition de « plasticité » ou « de raisonnement d'opportunité », qui serait une aptitude africaine à passer d'un registre à l'autre, selon les circonstances. Mais, à partir du moment où les acteurs sont « tiraillés » entre deux registres, c'est qu'il y a tension et conscience de la nécessité du choix. Or les normes importées ne sont pas intériorisées. Elles font partie davantage du discours que du vécu. L'échec des formations proposées de l'extérieur avec comme objectif le « changement des mentalités » en matière des droits de l'homme, d'égalité des sexes, de citoyenneté, etc., vient justement de l'extériorité des normes proposées.

Cependant, certains participants à l'atelier signalent qu'il y a des acteurs qui se posent la question du « refus » et perçoivent la nécessité de l'émergence de l'initiative africaine et des choix internes. Quel est le profil de ces acteurs ? Quelles possibilités d'entente avec des acteurs occidentaux, qui se posent la question de la nécessité de l'initiative africaine, existent dans le domaine des

formations ? L'identification de ces acteurs au Nord et au Sud permettra l'organisation d'alliances entre l'Afrique et l'Occident, dans une perspective de changement posé comme projet commun, à commencer par le mode de financement des formations.

## **2 . L'extériorité du financement ou les effets pervers des *per-diem***

La question du financement des formations a été discutée lors de l'atelier de Ouagadougou, avec comme support pédagogique un document élaboré par nous-même<sup>14</sup>, à partir de l'analyse de premiers entretiens réalisés à Ouagadougou en mars 2003. Nous y avons constaté la profusion des formations financées de l'Occident, le décalage entre l'offre et la demande locale, la perversion de ces formations par la rémunération de leurs bénéficiaires, leur concurrence déloyale avec les formations plus proches des réalités (et de la demande) locales, la reproduction, à travers ces formations de la dépendance vis-à-vis de l'Occident, etc.

### ***Les per-diem***

L'écho qu'a trouvé notre questionnement sur les *per-diem* chez les participants africains de l'atelier nous a quelque peu surpris. En effet, nombreux sont les acteurs locaux qui signalent les confusions et les effets pervers engendrés par le fait que les instigateurs des formations rémunèrent les bénéficiaires pour les motiver à y assister. « *Le problème des per-diem nous tourmente beaucoup sur le terrain. Les acteurs sur le terrain sont habitués, chacun a son pot, et si toi tu ne proposes pas, ça devient difficile* », constate Kadi Ouattara parmi d'autres. « *Personne ne va en formation sans être payé* », nous disait une coopérante lors des entretiens. Et à un représentant du Bureau des Artisans d'ajouter lors de l'atelier : « *La question est toujours : on gagne combien ?* ».

L'origine de ce problème doit être éclairée dans le contexte plus global de l'aide et de la vision qu'on a en Occident du « sous-développement ». Ce dernier est perçu en premier lieu comme manque d'argent. La « pauvreté » a fini par être largement utilisée pour expliquer les problèmes - réels ou imaginaires – que l'on identifie en Afrique, malgré le constat largement partagé que l'aide n'est pas un facteur de changement. Ainsi, les bailleurs de fonds ont interprété la faible motivation pour les formations comme un problème financier. La perversité de ce raisonnement est arrivée au point de considérer qu'assister à une formation est, pour les bénéficiaires, un manque à gagner pour lequel ils devraient être dédommagés.

Ce principe des *per-diem* a pris une ampleur considérable et est devenu actuellement un des aspects des rapports malsains instaurés entre le Nord et le Sud qui se retournent à la fois contre les acteurs du Nord et ceux du Sud<sup>15</sup>. Un autre résultat est la confusion entre les *per-diem*, le dédommagement d'un surcoût (le déplacement) et la rémunération<sup>16</sup>. Cette confusion est renforcée par les logiques africaines qui, d'une part, sont réticentes à rémunérer légalement le travail et les charges que cela entraîne (E. Savanogo) et qui, d'autre part, considèrent qu'assister à une formation, c'est du travail qui devrait être rémunéré. « *L'histoire des per-diem est le plus grand malentendu entre les gens du Nord et les gens du Sud. C'est le choc de deux logiques qui ne se comprennent pas. Pour moi, le per-diem est l'indemnisation du surcoût lié à une situation de formation (...) Mais en face de moi, j'ai*

<sup>14</sup> Cf. Sophia Mappa, Le financement des formations au Burkina Faso, *art. cit.*

<sup>15</sup> « *L'image des per-diem, positive il y a quinze ans, s'est aussi dégradée chez les bailleurs de fonds, qui en font maintenant un usage un peu polémique. Aujourd'hui, le tiers d'un budget va aux per-diem ; per diem pour les partenaires, per diem pour les coopérants (...) Cela nourrit un rapport Nord-Sud malsain et trop difficile à gérer dans les rapports internationaux* », constate A. Boucher.

<sup>16</sup> « *Dans les milieux journalistiques, les per-diem étaient, au départ, un moyen pour dédommager. Maintenant, c'est devenu quelque chose d'incroyable. Pour assister à quelque chose, il faut que tu sois payé (...) Il y a un problème du côté des bailleurs de fonds qui ont commencé à donner de l'argent pour que les journalistes assistent à des séminaires et qui continuent à le faire, tout en donnant de l'autre côté des cours de déontologie aux journalistes. D'autre part, on est prêt à donner des per diem, mais on ne veut pas payer un journaliste pour qu'il fasse son travail.* », remarque Marie-Agnès Leplaideur, coordinatrice de l'agence SYFIA.

*des gens pour qui, avec une rationalité tout à fait légitime, c'est un revenu* », constate Annick Mauro du Collège Coopératif.

La même participante propose trois niveaux différenciés des coûts qu'implique une formation : a) le surcoût, lié à une situation exceptionnelle, qui est le *per-diem* ; b) l'indemnisation du manque à gagner d'un bénéficiaire non salarié (par exemple un artisan) qui gagne sa vie à la journée ; c) la participation du bénéficiaire au coût de la formation.

### ***Demande et besoins locaux***

Une autre confusion qu'entraîne le financement des formations de l'extérieur est celui des objectifs. Le concept de formation est souple et désigne à présent des actions de formation *stricto sensu*, c'est-à-dire celles qui visent à l'acquisition des compétences techniques liées à un métier et peuvent être couronnées d'un diplôme, mais aussi des actions qui devraient relever de la sensibilisation (droits de l'homme, genre, etc.) dont la visée est le changement culturel ou la prise en charge d'un problème social comme le SIDA. Ce sont ces actions qui attirent les faveurs des bailleurs de fonds occidentaux.

Ces actions, dont les termes de référence sont largement décidés en Occident, sont souvent dispensées sous la forme de formation classique. Elles se multiplient, sans débat interne sur leurs résultats réels, en concurrence les unes avec les autres, sans enracinement dans les réalités socio-culturelles du pays. Dans ce contexte, les *per diem* servent à comptabiliser le plus grand nombre de participants (L. Zoma), indépendamment de leurs résultats. Or, « *lorsque les gens viennent aux formations pour l'argent, leur tête est ailleurs* », constate Suzanne Giese du Bureau des artisans.

Nous aborderons la question de savoir si le changement culturel (droits de l'homme, genre, citoyenneté ou encore l'entrepreneuriat) relève de la formation ou non, au point suivant de ce texte. Dans le cadre de ce chapitre, nous nous limiterons davantage à l'économie de la réflexion sur la demande et les besoins locaux qu'entraîne ce mode de financement des formations.

Nous avons suggéré dans notre document sur *le financement des formations au Burkina Faso*<sup>17</sup> que les besoins identifiés de l'extérieur ne sont pas ressentis comme tels à l'intérieur et que nombreux étaient nos interlocuteurs, lors des entretiens, à admettre que la demande locale pour des formations, même pour les formations techniques, était faible. A nos yeux, le besoin ne saurait émerger et se transformer en demande, que si l'acteur reconnaît en lui un manque qu'il veut combler ou une souffrance à laquelle il se propose de remédier en engageant sa responsabilité financière mais aussi morale, c'est-à-dire sa volonté de changer le comportement qui le fait souffrir.

Le clivage entre offre des formations d'une part et besoins et demande locaux d'autre part, a été l'objet de riches débats, lors de l'atelier<sup>18</sup>. Il illustre à lui seul la nécessité de l'autonomisation des acteurs locaux des bailleurs de fonds externes et celle du développement du marché local dans ce domaine. Mais cela ne se fera pas sans la mobilisation de l'initiative du Sud.

Cependant, la question qui a émergé avec force a été celle de savoir **comment un besoin qui existe, fut-il en germe, se transforme en demande**. Le RECIF et le Bureau des Artisans ont mis l'accent sur la présence d'une demande diffuse et souvent non explicite pour des formations techniques, pour lesquelles le besoin peut être suscité, ou pour des (in)formations sur des sujets qui touchent le quotidien des gens, comme la législation sur la succession en cas de décès. Dans ce cas,

---

<sup>17</sup> *Op. cit.*

<sup>18</sup> « *Nous faisons des formations qui ne concernent pas le public. Les membres viennent pour les per diem. Cependant, les femmes se plaignent qu'elles ne savent pas obtenir des micro-crédits, alors qu'il y a une foule de structures qui font du micro-crédit. Nous avons proposé aux bailleurs de fonds une étude pour voir ce décalage. On a mis deux ans pour trouver cet argent, alors qu'il y a de l'argent pour un tas de formations pour lesquelles il n'y a pas de demande* », dit Ernestine Savanogo.